

Débat spécial

La crise somalienne est un des exemples qui permet de faire ressortir le besoin accru de coordination de l'aide humanitaire. C'est pourquoi le Canada a pleinement souscrit à la création d'un département des affaires humanitaires au sein de l'ONU, tout en contribuant au Fonds central d'urgence créé en décembre dernier.

J'en aurais encore beaucoup à dire, mais je vais terminer. C'est donc dans cette perspective qu'il faut voir la décision prise par le gouvernement du Canada, le 4 décembre dernier, de participer aux opérations approuvées par le Conseil de sécurité pour l'acheminement de l'aide humanitaire en Somalie. En tant que membre de ce gouvernement et en tant que citoyenne d'un pays fort, libre et démocratique, je me dois de souscrire pleinement à une initiative aussi délicate et d'en reconnaître la portée historique.

En terminant, monsieur le Président, je voudrais rappeler à cette honorable Chambre que si l'attention du monde entier est actuellement concentrée sur la crise en Somalie, d'autres populations du monde ont besoin de l'aide internationale et de solutions inédites. Mentionnons, par exemple, le Mozambique, l'Angola et le Soudan. Le Canada doit continuer à faire sa juste part au sein de la Communauté internationale pour trouver des solutions à long terme aux conflits qui persistent, particulièrement dans les pays d'Afrique.

[Traduction]

L'hon. David MacDonald (Rosedale): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir participer à ce débat. Je dirai même plus, je suis heureux que nous ayons un tel débat. J'ai écouté attentivement un certain nombre de discours. Je dois dire que, dès le départ, je suis un peu préoccupé par le fait que nous ne nous sommes pas assez occupés de cette question.

Je n'ai pas l'impression qu'au cours des derniers mois, on a posé beaucoup de questions à la Chambre sur la Somalie. Il n'y a pas que la Chambre. Nous avons plusieurs comités qui pourraient se charger d'étudier cette question plus efficacement et de façon plus suivie. J'invite tous les députés à se prévaloir davantage de ces possibilités qui leur sont offertes, parce que les enjeux somaliens ne sont pas du genre de ceux qu'on peut régler en quelques minutes au cours d'une discussion générale.

L'une des choses qu'il ne faut pas oublier, selon moi, c'est qu'on a utilisé des armements de pointe dans les événements qui ont conduit à cette situation de chaos complet. Je pense que c'est fondamental dans la tragédie

que vit actuellement la Somalie. Il faudrait se demander d'où sont venues ces armes. Ce ne sont pas les Somaliens qui les ont fabriquées clandestinement dans leur sous-sol.

Il n'est pas nécessaire de reculer très loin dans le temps pour découvrir qu'un conflit important avait éclaté dans les années 70 entre la Somalie et l'Éthiopie. Les Somaliens avaient alors tenté de se réapproprier un territoire dans l'Ogaden, croyant qu'il leur revenait de droit. Malheureusement, et je ne vais pas entrer dans les détails ce soir, l'armement de la Somalie, effectué d'abord par l'Union soviétique et plus tard par les États-Unis, a laissé un héritage tragique dans ce pays. On s'est inquiété de plus en plus, en particulier après la guerre avec l'Irak, de la manière dont la course aux armements semble se poursuivre inchangée avec ou sans la guerre froide. Nous en voyons maintenant à nouveau la dernière manifestation en Somalie.

J'espère que les députés de tous les côtés poursuivront cette question d'une manière bien plus énergique au-delà de ce simple débat ce soir.

La situation en Somalie ne sera pas facile à résoudre. Le député de Winnipeg a proposé de modifier légèrement la motion initiale en parlant de créer un environnement qui, de façon durable, soit sécuritaire pour les opérations d'aide humanitaire en Somalie. Je ne suis pas certain que l'amendement soit absolument ce que le député recherche, parce que, sinon, je pense que cela va seulement contribuer à aggraver un problème fondamental que nous connaissons non seulement en Somalie, mais, en fait, dans toute la corne de l'Afrique et dans d'autres parties du monde.

Nous sommes devenus des spécialistes, même si je le dis moi-même, en matière d'actions humanitaires. Nous avons déjà entendu dans la récente déclaration de la secrétaire parlementaire dans quelle mesure le Canada a constamment fourni une aide humanitaire, mais ce n'est pas la solution aux problèmes de la Somalie, de Djibouti, du Kenya, de l'Ouganda, du Soudan, de l'Éthiopie, du Mozambique, de l'Angola et de n'importe quel pays dont on veut parler où il y a eu et où il continue à y avoir des conflits internes. Le problème dans tous ces pays est bien plus à long terme, bien plus lié à la misère noire fondamentale qui existe depuis bien trop longtemps, et je devrais dire à cause des structures de l'activité économique internationale et quelquefois des conflits extérieurs des grandes puissances qui portent atteinte à la structure fondamentale de ces sociétés.